



David Leboiteux, Fabien Constant

***Banque et matières premières.
Commodity Trade Finance***

RB Édition, juillet 2021, 128 pages

Suite à la défaillance de négociants à Singapour, Dubaï et Londres en 2020, et à un renforcement des exigences réglementaires depuis 2010, certaines banques ont réduit, voire cessé leurs activités de financement du négoce des matières premières. Dans ce contexte, D. Leboiteux et F. Constant publient la deuxième édition de l'ouvrage *Banque et matières premières*. Ils rappellent l'importance puis les spécificités de l'activité bancaire dans les échanges internationaux de matières premières (minerais, métaux, énergie, produits agricoles) : les encours accordés aux négociants sont généralement très supérieurs aux fonds propres dont ils disposent, tandis que les marchandises échangées sont fortement soumises à la volatilité. Les risques de change, géopolitiques et logistiques supportés par les opérateurs et, pour les produits agricoles, la périssabilité des matières premières, s'ajoutent au risque de crédit de toute opération de prêt.

Dans une première partie, les auteurs dressent un panorama des matières premières (sources, volumes de production, etc.) et de leurs enjeux économiques, énergétiques, géopolitiques, de sécurité alimentaire, sociaux, environnementaux. Ils soulignent les préoccupations grandissantes des citoyens à l'égard du commerce international, notamment depuis la crise alimentaire de 2008. Ils présentent ensuite brièvement les acteurs des chaînes de valeur internationales (producteurs agricoles, primo-transformateurs et utilisateurs finaux), en détaillant le rôle des transporteurs et des négociants. Des éléments sur l'histoire de ces professions viennent enrichir l'analyse. Les auteurs citent les « places » où ils opèrent, notamment la Suisse (où sont négociés 35 % des céréales, 50 % du sucre et 60 % du café) et Singapour pour les matières agricoles. La seconde partie de l'ouvrage constitue un guide du financement des matières premières, évoquant les outils et mécanismes nécessaires au bon déroulement d'opérations menées avec des négociants de petite taille, spécialistes d'un marché ou d'une origine, ou avec des entreprises multinationales travaillant divers produits.

Enfin, les principales évolutions concernant le secteur sont identifiées : réglementations, lutte contre la criminalité, préoccupations grandissantes des États et de l'opinion publique au sujet du commerce des matières premières (depuis 2007-2008), digitalisation, arrivée de nouveaux entrants (fonds spécialisés dans la gestion d'actifs, sociétés financières, etc.). Les petites entreprises pourraient demain être plus impactées que les grandes maisons. Malgré ce contexte, les auteurs confirment le rôle important que les banques joueront à l'avenir dans ce secteur.

Amandine Hourt

Centre d'études et de prospective

MAA

amandine.hourt@agriculture.gouv.fr